

ANNULATION DE LA DETTE LA MAURITANIE, 6 MOIS ENCORE ...



Le sommet du G8 avait décidé à Gleneagles (Ecosse) l'annulation à 100% de la dette multilatérale de 18 pays pauvres à l'égard des institutions financières internationales, Banque Mondiale (BM), Fonds monétaire international (FMI) et Banque africaine pour le Développement (BAD). La Mauritanie figurait en bonne place parmi les Etats bénéficiaires, mais la donne a, finale-

ment, changé suite aux mauvaises performances macroéconomiques du pays qui continua de présenter de fausses données au FMI, ce qui a abouti à la rupture de ces programmes avec la Mauritanie en 2004.

Suspendue pour une année en attendant l'élaboration d'un programme acceptable, et établi sur des bases saines, ce délai a été ramené, fort heureusement, à six mois suite au chan-

Point de Presse des MAEC, MAED, MF et du Gouverneur de la BCM:

Annulation de la dette la Mauritanie, 6 mois encore ...

gement intervenu le 3 août 2005 dans le pays et qui a rassuré la communauté internationale par les premières mesures sur la transition démocratique, la justice et la bonne gouvernance.

Inaugurant une nouvelle tradition qui consiste désormais à informer l'opinion publique nationale et internationale sur tout événement qui touche de près ou de loin le vie des citoyens mauritaniens, le ministre des Affaires étrangères et de la coopération, M. Ahmed Ould Sid Ahmed a présidé un Point de Presse en présence de ministre des Affaires économiques et du développement, du ministre des Finances et du Gouverneur de la Banque centrale.

Après avoir rappelé le contexte politico-économique dans lequel la Mauritanie se débattait et qui est marqué par la perte de confiance des institutions de Breton Woods, le ministre des Affaires étrangères, a passé la parole au ministre des Finances pour entrer dans le vif du sujet.

Ce dernier a indiqué que le pays est toujours dans la course malgré l'impasse dans laquelle il se trouvait à cause des mauvais choix économiques et des faux chiffres avancés au FMI jusqu'à fin 2004, qui du reste n'ont pas échappé à sa vigilance.

" Le Conseil d'Administration du FMI a finalement ramené la période d'obstruction d'une année à six mois grâce aux actions lancées par le CMJD et l'appui des pays amis. Le montant de la dette concernée par l'annulation était de 830 millions de Dollars et en fin de compte, la Mauritanie ne perdre que cinq à six millions de Dollars liés au service de la dette pour cette même période ", a-t-il ajouté.

Après cette intervention, la parole a

été donnée à la presse et un débat flouva s'en suivit.

A la question relative aux investissements étrangers en Mauritanie, le ministre des Affaires économiques a répondu que ce n'est pas en quatre mois que le nouveau gouvernement va changer le visage du pays. " Par contre les mesures mises en chantier par le CMJD relatives à la justice et la bonne gouvernance ont déjà eu des échos très favorables, car le sur le plan budgétaire et macroéconomique la situation est beaucoup plus saine qu'avant ", a-t-il souligné.

Pour sa part, le Gouverneur de la BCM répondant à une question éfférente à une éventuelle demande du FMI pour un audit de la situation économique de la Mauritanie de 2000 à nos jours, a apporté une autre explication. " Les chiffres avancés jusqu'à fin 2004 par l'Administration mauritanienne étaient faux et c'est de justesse que le Conseil d'Administration de la BM a accepté d'étudier le dossier du pays. Nous évoluons dans une économie virtuelle, ce qui était un double piège car les indicateurs n'obéissent plus à aucuns logique, les corrections étaient impossibles et nos pertes de développement s'en sont bien rendu compte. ", a-t-il poursuivi.

Reprenant la parole, le ministre des Affaires a ajouté le pays commence à améliorer ses performances. " Les services financiers de l'Etat sont devenus plus performants, avec des paiements plus fluides, plus réguliers et avec plus de justice sociale, mais il s'agissait de problèmes récurrents depuis 40 ans. Les services d'assistance technique du FMI étaient venus à notre demande car nous voulions profiter de leur expérience pour améliorer sensiblement nos

administrations fiscales. Notre monnaie est en train de s'apprécier, il y'a moins de déficit, moins de distorsions, une réforme des transports a été mise en place, tout cela agit sur les coûts des biens et services et contribue donc à l'amélioration des conditions de vie des populations. Nous voulons, avant tout, trouver des solutions économiques pas des demi-mesures " a-t-il indiqué.

Concernant les prix, le ministre a indiqué que les indices des prix établis par la Direction des statistiques mont-

rent que ces derniers sont dans une phase ascendante, et il s'agit tout simplement d'attendre que les stocks soient écoulés.

" Les pertes de développement sont sensibles aux diverses politiques économiques engagées par le pays depuis quatre mois, les indicateurs ne sont plus au rouge, et tous les espoirs sont permis. " ; a-t-il conclu.

(A suivre)

MOHAMED OULD AHMED ELKORY
MEDAHMED@YAHOO.FR